

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

13^e ANNEE - N° 212
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 24 janv. au 6 fév. 76

Ou dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie

« Ce que je fis de nouveau, écrivait Marx à Weydemeyer le 5 mars 1852, ce fut : 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases du développement historique de la production ; 2) que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes. »

Il n'est pas inutile de rappeler ce résumé saisissant de la théorie du matérialisme dialectique au moment où, après son ami Cunhal, Marchais jette aux orties et « dictature » et « prolétariat », prouvant ainsi que la seule chose qu'il a de commun avec le marxisme, c'est les trois premières lettres d'un nom que l'histoire s'empressera d'oublier, tant sont nombreux aujourd'hui ceux qui prétendent enterrer la théorie révolutionnaire.

Pour le marxisme, tout Etat est une trique. Se caractérisant par l'existence d'une machine spéciale — une armée et une bureaucratie — séparée de la population et née à un stade déterminé du développement de la société, il est l'aveu de sa scission en oppositions de classe inconciliables, il est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre, successivement aux mains des propriétaires fonciers esclavagistes ou féodaux, puis des capitalistes. Bien entendu, la fiction bourgeoise voit dans l'Etat, grâce à la représentation démocratique, l'expression de la volonté de tous les citoyens et un arbitre au-dessus des classes, mais l'expérience du prolétariat, dans la lutte quotidienne comme dans ses élans émancipateurs, permet de comprendre que même la république la plus démocratique reste un instrument de domination de classe de la bourgeoisie.

L'époque impérialiste, celle de la course à la concentration économique et au contrôle généralisé de la vie sociale, réalise une fusion telle entre la bureaucratie des groupes financiers et des entreprises et celle de l'Etat, une interpénétration telle du capital avec la hiérarchie militaire, une subordination telle des organes de représentation parlementaire et même des prétendus représentants des travailleurs aux exigences de la machine étatique, un gonflement tellement démesuré de cette machine, en particulier de la police et de l'armée à des fins d'ordre social et de brigandage impérialiste que, plus que jamais, le prolétariat a besoin, pour se constituer en classe dominante, de briser cette machine par la violence révolutionnaire avant de se donner sa propre machine d'oppression, bâtie sur les cendres de l'ancienne.

Le prolétariat lui aussi a besoin du pouvoir d'Etat ; il a besoin d'une trique, d'une organisation centralisée de la violence pour réprimer la résistance inévitable et désespérée des exploités, à l'échelle aussi bien nationale qu'internationale, comme pour diriger la masse de toute la population dans la transformation socialiste de la société. Ainsi, dans sa substance, la domination politique du prolétariat est, comme celle de toute classe, une dictature, c'est-à-dire un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée.

Nier ce fait, c'est rabaisser la

notion de dictature à une simple forme de l'Etat, en l'opposant à une autre forme — la forme démocratique en l'occurrence — en faisant sien les mensonges du libéralisme, qui sont en fait contredits par toute l'expérience de deux siècles d'histoire.

Le stalinisme a déjà fait sien cette opposition purement factice. La première étape de ce reniement fut la défense de la démocratie contre le fascisme, qui s'est traduite sur le plan national par le front populaire et l'enlèvement du prolétariat dans le marais du peuple, ce qui, dans la réalité du capitalisme sénile signifiait adhésion à la conservation sociale et défense de l'Etat impérialiste dans la guerre. La social-démocratie prétendait en 1914 ne suspendre la lutte de classe que pour le temps des hostilités ; le stalinisme fit mieux : il prévint d'entendre le pacte avec l'Etat au temps de la reconstruction de l'économie et de l'empire colonial, et naturellement il dure encore.

La deuxième étape n'est que le corollaire de la première. Elle vint avec l'aveu de cette collaboration par Thorez lui-même dans sa fameuse interview au *Times*, évidemment aujourd'hui hautement revendiquée par ses héritiers et dans laquelle est affirmée la possibilité des voies nationales et pacifiques au socialisme, une théorie qui a été reprise dans tous les pays (ce qui prouve bien que la voie de l'abandon du marxisme est, elle, unique et bien internationale). Dès lors, il n'était plus nécessaire de détruire l'Etat, il suffisait de lui donner une forme plus démocratique. La guerre froide ne fut pas une rupture du pacte de paix sociale : elle entraîna seulement une opposition de type parlementaire et poseur — et non de classe —, mais elle retarda de plusieurs années la reconnaissance théorique de la soumission définitive devant l'ordre bourgeois. Il fallut Khrouchchev et son XX^e Congrès pour que l'on donne raison à Thorez, et la dictature du prolétariat, désormais agrémentée de toutes les formes interclassistes et populaires sous lesquelles on présentait les régimes du camp prétendument socialiste, n'était plus qu'une « forme supérieure de démocratie », de type parlementaire, s'entend, et dans ces conditions même l'Etat chinois reçut le label de « dictature du prolétariat ».

Il est clair que la perspective du retour des partis staliniens sur la scène gouvernementale, ou tout près, devait faire crever la bulle d'une formule qui n'était plus justement qu'une formule. Il suffisait que l'on passe à la prévision pratique d'une coalition gouvernementale avec les socialistes pour que l'on ait une « forme de transition au socialisme » en règle avec la révision théorique déjà accomplie : c'est la fameuse « démocratie avancée » — un nom qui convient

d'ailleurs parfaitement à la démocratie impérialiste, sénile et qui sent déjà très fort. Il est clair qu'à choisir entre deux termes présentés comme contradictoires sur le plan de la forme,

DANS CE NUMERO

- Le sens de notre activité « extérieure ».
- Rapports parti/syndicats : la courroie de transmission.
- Des larbins aux couleurs de la France.
- La lèpre du chômage.
- Solidarité contre la répression.
- Argentine : une démocratie aux reins solides.
- L'ordre règne au Portugal.

c'est la forme « dictatoriale » qui devait être éliminée. Quant au mot prolétariat, il y a belle lurette qu'il a disparu dans la fusion chauvine des couches antimonopolistes.

Nous ne pleurerons donc pas sur l'abandon de la formule de la « dictature du prolétariat » par le PCF. C'est le destin de l'opportunisme, cette dégénérescence du parti révolutionnaire, de finalement renier et combattre ouvertement les principes prolétariens par la référence auxquels il essayait encore de cacher son passage dans les rangs de l'adversaire de classe. Désormais il

(suite page 4)

Pour l'unité des exploités du Maghreb !

Le départ de l'Espagne du Sahara occidental a rallumé la discorde entre l'Algérie et le Maroc, une discorde due au problème des frontières que l'impérialisme français a habilement laissées dans le vague pour pouvoir ensuite se présenter en arbitre. D'un côté, la monarchie et les appétits bourgeois de Rabat, qui ont entraîné la chétive Mauritanie dans l'annexion et le partage sanglant de l'ancienne colonie espagnole, avec l'appui et la bénédiction de Madrid, de Paris et de Washington. De l'autre côté les appétits de la bourgeoisie algérienne et de la clique dirigeante de Boumediène. Tout le monde s'était mis d'accord à Ifrane et jurait que tous les problèmes étaient réglés entre frères. Mais, étant donné l'enjeu, phosphates de Bou Craa ou fer de Gara Djebilet, chacun découvre subitement qu'il a une grande cause à défendre : Hassan déploie le drapeau de l'unité nationale et Boumediène celui du droit à l'autodétermination et de la lutte de la révolution contre la monarchie et l'impérialisme. Sans parler du fait que les deux régimes, dévalorisés et minés par de profondes contradictions internes, avaient besoin de quelque événement extérieur pour ressouder derrière eux une solidarité nationale compromise et trouver un responsable à la misère populaire.

Des deux côtés, la mobilisation guerrière répond à des visées de brigandage et de pillage et à des visées dynastiques et de conservation sociale. Des deux côtés, les vrais révolutionnaires doivent combattre les excitations chauvines et les justifications misérables de leurs classes dirigeantes. Du côté marocain, ils doivent combattre contre le crime annexionniste à El Ayoun et contre toute menace d'incursion à Tindouf ; du côté algérien, ils doivent lutter contre toute intervention au Sahara occidental et même contre une éventuelle guerre pour Tindouf.

C'est du Sakia El Hamra qu'au X^e siècle partirent les combattants almoravides qui unifièrent le Maroc et l'Algérie. L'ironie de l'histoire veut qu'aujourd'hui ce soit autour du peuple de cette région qu'on s'entre-déchire pour des intérêts mesquins, que les classes dominantes du Maghreb poussent les prolétaires et les exploités à la haine chauvine et à s'entre-égorgner, le tout au nom de l'unité du Maghreb ! Mais elles se gardent bien malgré tout d'aller jusqu'au bout de leurs mots d'ordre, de peur que la défaite militaire de l'un des camps n'entraîne dans le pays vaincu, un incendie révolutionnaire qui ne manquerait pas de s'étendre même au pays vainqueur. Face au jeu criminel des régimes en place, que les révolutionnaires du Maghreb puissent dans la haine des classes dominantes la force pour faire du **DEFATISME** dans le djiffend du Sakia El Hamra, le symbole de l'unité des exploités du Maghreb !

La thèse mensongère de l'unité nationale marocaine

La monarchie marocaine n'a aucun scrupule à user de l'auréole nationale que lui a conférée la résistance à la colonisation française dans l'opération de brigandage qui lui permettra de devenir le premier producteur mondial de phosphates et donc de s'approprier une rente copieuse sur le marché inter-

national. Disons en passant que ce prestige est bien immérité si l'on pense que la monarchie aida l'Espagne et la France à écraser le soulèvement d'Abd El Krim et la république du Rif. Malheureusement, toute l'opposition officielle et même des organisations ouvrières

(suite page 4)

Rapports parti/syndicats

La courroie de transmission

Voici un terme bien effrayant. Le PC accuse Mitterrand de vouloir faire de la FEN une « courroie de transmission » du PS, politique « typiquement social-démocrate, en vigueur dans les pays anglo-saxons ». Que diable, nous sommes en France, nous ! Et en France, comme dans les autres pays « latins », la direction des syndicats est revendiquée par les partis staliniens ! Si l'on va au-delà de la polémique et des rivalités entre partis, il faut constater que toute l'hypocrisie sur l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux et toutes les phrases mensongères sur l'indépendance des syndicats n'empêchent nullement les syndicats de tendre toujours davantage à se faire la « courroie de transmission », non tellement de tel ou tel parti en particulier, mais de la bourgeoisie dans son ensemble par le canal de son Etat et des entreprises — et ce d'autant plus facilement s'ils ne sont pas courroie de transmission d'un seul parti opportuniste.

La conclusion que tirent les marxistes révolutionnaires de cette loi, c'est que la seule manière de la combattre est de lutter pour établir les liens les plus étroits entre le parti communiste et le syndicat : comme nous le rappelons dans *Le parti devant la question syndicale (Programme communiste n° 53-54)*, le parti intervient dans les organisations intermédiaires « pour y con-

quérir non pas nécessairement la majorité et donc la direction, mais assez d'influence pour pouvoir les utiliser comme une courroie de transmission de son programme parmi les masses ouvrières organisées, et pour en imprégner au moins les couches ouvrières les plus combattives ».

Evidemment, en disant cela, nous ne nous fixons pas pour objectif

de conquérir les syndicats actuels et encore moins dans leur forme actuelle. Pour que le parti puisse y songer, il faudrait un brutal changement de la situation qui fasse entrer dans les organisations syndicales d'aujourd'hui les exigences des larges couches ouvrières, qui les remplisse d'une vie de classe dont la contre-révolution les a entièrement vidées ; il faudrait un fort mouvement prolétarien sur lequel prendre appui pour tenter, sans doute au prix d'un bouleversement complet des méthodes, des pratiques et de la structure des syndicats actuels, de les faire servir aux besoins de la lutte prolétarienne. Il n'est pas dit que cela soit possible en général et partout ; de toute manière, en l'absence de cette forte reprise de classe, il est inutile de vouloir prévoir quels seront les or-

(suite page 2)

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Le vendredi 20 février à 20 h 30,
salle Lancry, 10, rue de Lancry,
Paris 10^e (métro République)

ESPAGNE : 1936-1976

Des larbins aux couleurs de la France

Depuis toujours supporters fanatiques du « Concorde », les syndicats tricolores ne pouvaient pas ne pas prendre parti dans l'âpre bataille commerciale que se livrent actuellement compagnies aériennes et gouvernements autour du fleuron de « notre » industrie, qui n'a jamais fait si piètre figure. La section CGT de l'Aérospatiale, à Toulouse, a ouvert le feu en déclarant que si l'appareil devait être interdit aux Etats-Unis, elle demanderait « au gouvernement de cesser l'importation de certains produits américains et au personnel des aéroports de ne plus assurer la maintenance des avions appartenant à des compagnies américaines » (Le Figaro du 7-11-76). Autrement dit : Travailleurs, tous unis derrière nos exploiters impérialistes et leur comité d'affaires, et que la crise retombe sur les prolétaires d'Amérique et d'ailleurs pourvu que notre capitalisme se remette à flot !

Il n'y a pas de milieu : ou bien on plie la classe ouvrière à la défense du capital en la persuadant (ce que la bourgeoisie elle-même s'efforce de faire) que ses intérêts sont liés à la bonne marche de l'entreprise et de l'économie nationale, et on renforce ainsi le joug de la bourgeoisie tout en désarmant le prolétariat ; ou bien on lutte pour la solidarité de tous les travailleurs par delà les catégories et les frontières, condition indispensable pour que le prolétariat trouve un jour la force d'abattre le pouvoir de ses ennemis de classe.

Les miettes que des décades de pillages impérialistes ont permis d'accorder à certaines couches ouvrières sont destinées à être englouties tôt ou tard sous les coups des crises capitalistes. Mais l'opportunisme social-chauvin, lui, ne peut que s'accrocher toujours plus à la collaboration des classes, même quand la base matérielle de celle-ci est entamée. Plus que jamais, l'unité avec l'opportunisme c'est l'unité avec la bourgeoisie, la division du prolétariat international !

La lèpre du chômage

Selon le Bureau International du Travail, « la situation de l'emploi dans le monde n'a jamais été aussi grave depuis 40 ans. On comptait, en septembre 1975 : 17,5 millions de chômeurs, soit 5,2 % de la population active pour 23 des principaux pays industrialisés. Le chômage s'est considérablement aggravé dans ces pays : + 59 % en un an, ce qui représente six millions de chômeurs supplémentaires. Si l'on tient compte du nombre moyen de personnes à la charge des travailleurs sans emploi, le nombre de personnes directement affectées par le chômage se monte à plus de 40 millions. Les experts du BIT pensent que si la tendance actuelle se confirme, le nombre de chômeurs dans ces 23 pays industrialisés s'élèvera à 18,5 millions à la fin de l'année » (Le Monde, 2-12-75).

Mais il ne faut pas croire qu'une reprise économique diminuerait sensiblement le chômage. Ainsi, l'INSEE a établi qu'en 1980 la France pourrait compter 650.000 chômeurs inscrits dans la situation la plus favorable, et 760.000 si la situation internationale reste détériorée (Les Echos, 23-12-75). Et ce ne sont là que des chiffres officiels, donc très nettement sous-évalués ! Les statistiques officielles ne font état que de la partie visible de l'iceberg (et encore, des conditions restrictives empêchent de nombreux chômeurs de s'inscrire comme « demandeurs d'emploi ») ; elles « oublient » les autres secteurs de l'armée industrielle de réserve : par exemple les femmes au foyer, obligées de se consacrer au travail domestique et à l'élevage des enfants du fait de l'insuffisance des salaires auxquels elles pourraient prétendre, ou découragées par la concurrence sur le marché de l'emploi (l'INSEE évalue « officiellement » à 250.000 le nombre de personnes ayant abandonné en 1975

la recherche d'un emploi - Les Echos, 6-1-76) ; les jeunes dont on recule l'admission dans la production en prolongeant leur scolarité, ou en les envoyant au service militaire ; les vieux et les malades, infirmes, handicapés, réserve de travailleurs où le capital saurait puiser en cas de besoin ; les masses misérables des pays « sous-développés » poussées dans les métropoles impérialistes par la misère, et dont les bourgeoisies de tous les pays industriels ont récemment pris des mesures pour bloquer la migration.

Les économistes bourgeois eux-mêmes sont forcés de reconnaître que leurs estimations du chômage futur sont tronquées. « Ces prévisions sont d'autant plus préoccupantes qu'elles tiennent compte de l'annulation du solde migratoire, d'importantes créations d'emploi dans les services collectifs, de la poursuite de l'abaissement de l'âge de la retraite et de la réduction de la durée du travail » (Les Echos, id.). Autrement dit, une forte reprise de la production avec un taux de croissance de 6,6 % (qui d'ailleurs ne créerait pas plus de 200.000 emplois au cours des cinq prochaines années dans tout le secteur industriel, y compris bâtiment, travaux publics, industries agricoles et alimentaires !) laisserait quand même officiellement sur le pavé 650.000 chômeurs, et encore, à condition que l'Etat ait renvoyé tous les immigrés en chômage, accordé les 40 heures à tout le monde, mis au rancart à 60 ans les vieux travailleurs, et effectivement créé les 650.000 emplois dans les services et commerces et les 550.000 emplois dans les administrations et institutions financières prévus par le 7^e plan !

Si loin de la réalité et si minimisés qu'ils soient, ces chiffres démontrent que le chômage n'est pas un problème passager lié à la crise économique, mais une condition essentielle et permanente de l'existence du mode de production capitaliste qui ne disparaîtra qu'avec lui. Rien d'étonnant à ce que les bourgeois soient « préoccupés » pour l'avenir ! Ce n'est pas par philanthropie envers les prolétaires qu'ils rejettent à la rue, mais par peur des luttes sociales vigoureuses que la pression du capital ne peut manquer de déchaîner. Contre la misère que le capital réserve aux chômeurs (seulement 545.422 chômeurs sur 1.388.640, sont indemnisés, et parmi eux seulement 102.835 — soit 7,4 % — ont perçu l'allocation de 90 % pour licenciement économique, selon L'Humanité du 23-12-75), les luttes devront brandir l'exigence classiste du salaire intégral aux chômeurs, du droit pour les ouvriers licenciés à participer aux assemblées et aux luttes dans l'entreprise et dans l'organisation syndicale, de la solidarité active entre les chômeurs et les non-chômeurs dans la lutte contre le capital.

La courroie de transmission

(Suite de la page 1)

ganes de la lutte immédiate demain, même si nous ne sommes pas indifférents aux différentes formes possibles. La seule chose que nous savons, c'est que la lutte ouvrière ne peut pas se passer de larges organisations ouvertes à tous les travailleurs, et que le parti ne peut renoncer à tenter de conquérir une influence déterminante dans ces organismes sans renoncer à ses buts (1).

Quoi qu'il en soit, notre affirmation a une valeur générale et elle est en règle avec la tradition du mouvement communiste. Prenons par exemple les thèses du II^e Congrès de l'Internationale Communiste sur la question syndicale :

« A l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque de développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la Révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les ouvriers, dans toutes les phases de la lutte économique, que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée et se chargera, sa dictature établie, de l'organisation socialiste du pays. C'est en partant de là que les communistes doivent tendre à réaliser, dans la mesure du possible, une union parfaite entre les Syndicats et le Parti Communiste, en les subordonnant à ce dernier, avant-garde de la Révolution. Dans ce but, les communistes doivent organiser dans tous les Syndicats et Conseils de Production (Betriebsräte) des fractions communistes, qui les aideront à s'emparer du mouvement syndical et à le diriger » (I, 7).

Telle n'est pas la conception de notre prétendue extrême-gauche qui, réunie en table ronde par Politique Hebdo (voir n° 200 du 4-12), a unanimement condamné toute idée de « courroie de transmission », dans la plus belle tradition française du syndicalisme révolutionnaire et du PCF des débuts :

« La préoccupation de Lénine et du parti bolchévique, dit la LCR, a été d'empêcher que se répètent les causes de [la trahison d'août 1914]. Mais une grave erreur a été commise dans le choix des moyens à commencer bien sûr par la subordination des syndicats au parti » (2). Laissons les bolchéviks eux-mêmes répondre par la bouche de Trotsky, dans son rapport au IV^e Congrès de l'Internationale :

« Aujourd'hui, la grande objection que l'on nous oppose, c'est la subordination des syndicats au parti. Oui, nous voulons subordonner la conscience de la classe ouvrière aux idées révolutionnaires » (3). Comme on voit, Trotsky s'entendait dans son « erreur spécifiquement russe ». Mais voici le tour de parole de l'OIC-GOP, « marxiste-léniniste », qui prend le relais de la « léniniste » LCR pour expliquer en quoi l'erreur des bolchéviks est si grave :

« La courroie de transmission [est une] déviation politique qui s'est développée au cours des années 20. On conçoit la direction du parti sur les masses, et non comme moment de la synthèse de leurs idées ; le parti impose de l'extérieur ses thèses toutes faites, voire ses intérêts de caste » (4). Devant une accusation si grave, redonnons la parole à l'accusé. Trotsky poursuit ainsi son discours :

« Il est tout à fait stupide de dire que nous pouvons agir par des pressions du dehors, par des pressions qui ne seraient pas fondées sur la libre volonté des ouvriers eux-mêmes, que le parti possède des moyens de pression à l'égard des syndicats [...]. C'est la réaction de tous les pays qui a toujours répété que le parti et les syndicats veulent soumettre la classe ouvrière à leur volonté. » (Ibid.)

En réalité, les gens qui parlent ainsi sont incapables de comprendre vraiment — même s'ils le répètent — que la lutte économique ne peut être menée de façon conséquente et ne peut servir à préparer la voie de la révolution que si elle est dirigée par les communistes révolutionnaires, et que ceux-ci doivent le proclamer hautement,

qu'ils n'ont aucun moyen d'imposer de l'extérieur à la lutte prolétarienne des objectifs, des méthodes qui ne seraient pas reconnues comme indispensables à la lutte par les prolétaires eux-mêmes. « Nous voulons, poursuit toujours Trotsky, gagner la confiance des syndiqués. N'est-ce pas notre droit, notre devoir, de nous présenter dans chaque action et surtout dans les actions difficiles, comme les éléments les plus courageux, pour animer ces actions, les encourager, occuper les postes les plus difficiles, ceux qui comportent les plus grands risques, pour démontrer que les communistes sont toujours et partout les éléments les plus fidèles de la lutte révolutionnaire ? » (Ibid.)

D'accord, d'accord dit Révolution, qui est contre « l'hypocrisie » ; mais — il y a toujours un mais... — « si par fraction on entend le fait de réserver aux militants politiquement organisés le monopole de la réflexion — ce qui en exclut la gauche ouvrière et paysanne et les autres militants — nous sommes contre : le débat doit être le plus large possible et ne saurait être mené de l'extérieur ». Pour arriver à opposer de la sorte la « réflexion de quelques-uns », avec le « débat le plus large possible », il faut être impuissant à s'échapper des conditions actuelles de domination de la bureaucratie opportuniste et ne pas concevoir quels sont les rapports réels entre le parti et la classe : cette dernière a précisément besoin de la « réflexion » que le parti introduit en son sein ; il l'a élaborée « extérieurement » au syndicat si l'on veut, c'est-à-dire dans le cadre de sa vision globale de tous les antagonismes sociaux, mais l'y introduit pour les besoins de la lutte et grâce au « débat le plus large possible » par lequel il cherche à acquérir la confiance du prolétariat en le convainquant de la justesse de ses objectifs et de ses méthodes. Sous couleur de lutte contre l'« hypocrisie », la conception de Révo¹ revient à opposer les secteurs arriérés à l'avant-garde de la lutte prolétarienne. Une telle opposition est d'ailleurs poussée jusqu'au bout par le PSU quand il

rejette « catégoriquement la ligne politique que suppose [la] courroie de transmission » car « c'est la négation du caractère de masse du mouvement ». Il se dégage de cette vision métaphysique que les forces existant aujourd'hui ne se modifieront jamais, et que toute modification de la situation devrait être au préalable soumise à une sorte de référendum des larges masses pour bien être sûr qu'elles veulent bien lutter pour leur propre compte, ce à quoi le PSU se garde bien de les encourager. En effet il condamne résolument « la fraction, [c'est-à-dire] la structure qu'avait définie la III^e Internationale à son IV^e Congrès [on se demande bien pourquoi le IV^e], destinée à implanter des noyaux communistes dans les organisations syndicales réformistes... » « Nous rejetons [poursuit le PSU] la démarche qui consiste, de la part du parti, à installer une structure propre dans le syndicat pour y défendre ses positions et ses seules positions. »

On ne peut mieux nier le rôle du parti et laisser les mains libres à l'opportunisme. Les réformistes imposent le monopole de leur fraction dans le syndicat jusques et y compris par des moyens statutaires. Qu'importe ! Nous, « révolutionnaires », nous nous défendons d'y constituer la nôtre. Sous couleur « d'autogestion des luttes ouvrières », ne s'agit-il pas là plutôt de la théorie de l'« autocastration des luttes » ? Séguy et Maire, et derrière eux la bourgeoisie, peuvent se féliciter d'avoir affaire à des « révolutionnaires » de cet acabit.

En réalité, les syndicats d'aujourd'hui sont destinés à être les courroies de transmission ou de l'Etat bourgeois, ou du parti révolutionnaire. C'est l'un ou l'autre. Entre les deux, il n'y a pas de position stable. Et ceux qui veulent combattre l'opportunisme en combattant toute « courroie de transmission » ne s'aperçoivent pas qu'ils le font de la pire manière : en inculquant au prolétariat des principes absurdes qui le paralysent, tandis qu'ils laissent le champ libre à l'opportunisme pour saboter la lutte prolétarienne.

(1) Ceci n'empêche pas que les communistes ne quittent jamais volontairement une organisation qui regroupe des travailleurs et dans laquelle, même quand ils n'ont nul espoir d'en conquérir la direction, ils travaillent, y compris clandestinement, à arracher les ouvriers à l'influence de la bourgeoisie et de l'opportunisme. Ils l'ont fait dans les organisations créées par le policier Zoubov en Russie, dans les syndicats fascistes, et à plus forte raison doivent-ils le faire dans les organisations actuelles.

(2) Voici la suite de la citation qui mérite d'être rapportée : « Le plus contestable fut l'édification de l'Internationale Syndicale Rouge, dont la mission était d'offrir un rempart contre les déviations ultérieures [!] et qui non seulement n'a pas rempli cette fonction, mais a favorisé les scissions des réformistes qui s'apuyaient sur l'incompréhension suscitée par ces décisions. »

« Cette erreur était le produit d'une situation spécifiquement russe, où les partis ne possédaient pas la même tradition que dans le reste de l'Europe, et, en particulier, n'étaient pas issus du mouvement syndical [vive donc le Labour Party !]. Ce n'est pas un hasard si, dans l'Internationale, le parti allemand et les syndicalistes révolutionnaires français ont voté contre la courroie de transmission. Nous sommes léninistes, mais nous condamnons cette pratique. »

Le lecteur en tirera la conclusion que les bolchéviks étaient décidément de piètres marxistes. Mais fort heureusement, Staline vint et répara « l'erreur spécifiquement russe » de l'Internationale Syndicale Rouge. Et comme il convenait, cet internationaliste modèle eut l'appui total des partis allemands et français, dans lequel étaient finalement rentrés les syndicalistes révolutionnaires à la Monmousseau qui surent se faire avec un zèle tout particulier — et sans doute de façon totalement inexplicable pour nos « léninistes » chargés de tradition occidentale — la courroie de transmission du stalinisme et de la chasse aux révolutionnaires : comme quoi, s'ils étaient contre la courroie de transmission, c'était uniquement parce qu'elle ne sortait pas de leur position !

(3) Le mouvement communiste en France, p. 231. La LCR objectera certainement, qu'à plusieurs reprises, Trotsky a dit que les communistes n'étaient pas pour la « subordination du syndicat au parti ».

Contradiction alors ? En réalité l'expression est utilisée de façon polémique, et mérite une explication : « Le syndicat, en tant que syndicat, ne se soumet pas au parti en tant que parti. Dans ce sens le syndicat est autonome. Mais les communistes militant au sein du syndicat doivent toujours agir en communistes disciplinés. » (Trotsky, Lettre au Congrès de Marseille, dans Le Mouvement communiste en France, p. 138.) En tout état de cause la « subordination du syndicat au parti », la « courroie de transmission » ne donne pas une recette organisationnelle quelconque car le lien entre syndicat et parti change avec les périodes historiques et les situations. Mais ce qui est sûr, c'est que le lien devra être plus étroit demain qu'il ne l'était hier.

(4) La GOP poursuit son intervention : « Ainsi a-t-on très vite constaté qu'au sein de la III^e Internationale, les décisions n'étaient plus prises selon les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière, mais selon ceux d'une fraction et d'une seule. Le syndicat est devenu l'instrument malléable de cette politique. Comment pourrions-nous conserver une image et une théorie dont les effets ont été aussi dramatiques ? » Sans faire de concession à la théorie stupide du « substitutionnisme » reprise par la GOP, il est vrai qu'une fraction s'est emparée de la III^e Internationale pour faire une politique tout à fait étrangère aux besoins du prolétariat et de la révolution. Mais, messieurs les admirateurs du « père des peuples », n'est-ce pas précisément le stalinisme ? A moins que les erreurs reprochées à Staline ne soient justement ses réminiscences du bolchévisme ? Heureusement Mao a mis de l'ordre dans tout cela avec la « révolution culturelle » qui garantirait le parti contre toute dégénérescence grâce au miracle du « contrôle des masses sur le parti » ! A propos, n'est-ce pas au nom des masses que l'on a détruit le parti de Lénine ?

Lisez et diffusez :

le programma comunista

*

PROGRAMME
COMMUNISTE

presse
internationale

Voici le sommaire du n° 19
(janvier 1976) de :

EL PROGRAMA COMUNISTA

- El mito de la dualidad de poder en Portugal
- El marxismo y la cuestión rusa
- El curso del imperialismo mundial (1)
- España : la burguesía y el oportunismo preparan el posfranquismo

Prix de l'exemplaire 4 F

Abonnement annuel : 16 F

Le sens de notre activité « extérieure »

Il est clair que si c'était en fonction des résultats qui peuvent être obtenus actuellement en vue de la mobilisation de larges couches de la classe qu'on voulait juger notre activité d'intervention dans les luttes revendicatives — activité qui a été menée avec une continuité particulière au cours de l'année écoulée par notre petite organisation et qui s'est étendue à toutes ses sections et groupes syndicaux et d'usine —, ainsi que les indications générales et particulières données par le Parti aux travailleurs devant la montée de la crise, dans les syndicats et dans les organismes nés spontanément en dehors des syndicats, on tomberait dans une erreur grossière.

Si l'on prend comme instrument de mesure la balance myope du boutiquier — où le plateau des dépenses et celui des recettes doivent s'équilibrer, quitte à produire en sous-main une marge plus ou moins grande de profit —, il est certain qu'aujourd'hui cette activité et ces indications passent sans laisser de traces visibles. Et le boutiquier en conclut, dans la meilleure des hypothèses, qu'elles étaient et sont « déphasées » et, dans l'autre hypothèse, qu'elles péchaient et pèchent « par excès ».

L'ennui c'est que, avec des critères étroitement contingents comme ceux-là, tout ce que les révolutionnaires défendent est aujourd'hui « excessif » et « déphasé » même sur l'humble terrain des « escarmouches quotidiennes contre le capital ». Il est irréaliste d'appeler à la grève générale ou, du moins, à la grève sans préavis et sans limitation préalable de temps et d'espace. Il est irréaliste de parler de réduction radicale du temps de travail et de refus des heures supplémentaires, primes et stimulants de toute nature. Il est irréaliste même de revendiquer des augmentations de salaires ne tenant pas compte de leur « compatibilité » avec les exigences de l'économie nationale et déterminées uniquement par les besoins vitaux des prolétaires. A plus forte raison est-il irréaliste de revendiquer le salaire intégral pour les ouvriers licenciés ou une allocation-chômage au moins égale au salaire d'une famille ouvrière moyenne.

Tout ceci est irréaliste, parce que c'est absolument contraire à l'orientation de luttes et d'agitations qui sont aujourd'hui entièrement contrôlées par les forces écrasantes de l'opportunisme, et que tout ce que l'on peut espérer c'est qu'une mince couche de salariés combattifs en perçoive le sens et la valeur. C'est irréaliste parce que, comme nous le répétons depuis des années sur la base d'une analyse objective du cycle historique actuel, même la « lutte trade-unioniste », même la lutte dans le cadre de la société bourgeoise, non pour la renverser mais pour défendre la classe contre les coups les plus durs portés contre son existence physique, cette lutte se déroule à un niveau extrêmement bas. Si on devait donc juger les indications de lutte (pour ne pas dire, d'un terme trop ambitieux, les mots d'ordre) en fonction de cette « réalité »-là, il ne resterait plus aux révolutionnaires qu'à se croiser les bras et à attendre avec une pieuse résignation le Millénaire, le jour où se réaliserait le plus « irréaliste », sans aucun doute, de leurs principes : la révolution. La classe dominante les récompenserait peut-être par une avalanche de croix du mérite... social.

S'il est vrai, comme l'écrit le Manifeste du parti communiste de 1848, que les communistes « représentent (c'est-à-dire revendiquent, affirment, défendent) dans le présent l'avenir du mouvement », ils remplissent et doivent remplir cette tâche même, et surtout, quand le fossé entre le présent et l'avenir du mouvement est profond et, aux yeux des boutiquiers, impossible à combler. Cette tâche, ils doivent la remplir, en paroles et dans les faits, dans sa totalité, car il ne s'agit pas de défendre l'avenir d'une « idée », mais bien d'un « mouvement » tendant vers un but qui est prévu et scientifiquement certain, mais qu'on atteint à travers un combat dur et tenace, où se lient indissolublement la lutte obscure « d'arrière-garde » de la défense des prolétaires contre les conséquences de la persistance du mode de production capitaliste — l'obscur lutte revendicative —, et la lutte politique grandiose d'attaque contre les causes d'un système qui opprime quotidiennement les ouvriers

(et qui les exploite même quand il leur accorde « généreusement » de quoi vivre) — la lutte offensive contre le mode de production lui-même, contre la classe qui le sert plus qu'elle ne le domine, contre l'Etat qui le défend.

Les communistes doivent remplir cette tâche en ayant conscience que s'il est vrai qu'on passe de la lutte économique à la lutte politique par un « saut de qualité », il est vrai aussi que ce saut serait impossible s'il ne prenait pas appui sur le terrain des luttes menées par la classe ouvrière sous la poussée de déterminations matérielles et s'il ne s'y alimentait pas continuellement, et donc si ces luttes ne prenaient pas une extension, une profondeur, une acuité qui rendent à la fois nécessaire et possible leur dépassement, ou plutôt l'intégration des mille poussées qui convergent en elles et les nourrissent en une lutte d'ampleur bien plus vaste et aux buts bien plus élevés, que ceux-ci soient proches ou éloignés.

Et la réalité, une réalité que nous n'avons pas découverte aujourd'hui, mais que le marxisme affirme depuis toujours, c'est que l'intervention du parti, l'intervention des révolutionnaires organisés en parti, n'est pas seulement indispensable pour que la « conscience socialiste » soit importée — comme dit Lénine — dans la classe en mouvement et que de cette rencontre naisse l'étincelle de la lutte politique pour la conquête violente du pouvoir. Cette intervention est indispensable aussi pour que la lutte revendicative — que les marxistes n'ont jamais considérée comme une lutte finale — soit menée de façon radicale et conséquente contre tous les obstacles que l'opportunisme ouvrier et le réformisme bourgeois à coloration « sociale » mettent devant elle, et aujourd'hui cette lutte est même nécessaire pour que la lutte revendicative retrouve l'usage des armes élémentaires qui sont les siennes pour se développer d'une façon qui ne soit ni éphémère ni étroitement limitée.

Mais les anneaux de cette chaîne ne tombent pas du ciel : il faut les forger, et s'il est certain que les forces objectives des révolution-

naires ne suffisent pas pour le faire, ce ne sont pas non plus les forces objectives qui naissent sans cesse du sous-sol social qui suffiront pour les réunir et les souder étroitement l'un à l'autre. C'est pour cette raison que, au point le plus bas du cycle contre-révolutionnaire, le Parti, même s'il était engagé essentiellement dans la reconstruction de la théorie marxiste reniée et détruite, engagea cependant ses militants à enfoncer le coin, non seulement de la propagande et du prosélytisme, mais aussi de l'agitation dans tous les « brèches » ouvertes même de façon éphémère dans le corps de la société bourgeoise. C'était là un commandement irréaliste, c'est vrai, si on le regarde avec les yeux du boutiquier, mais c'était le seul commandement qui collât à une réalité vue non pas de façon statique mais dans sa progression dynamique. C'est pour cela que, dans une situation de crise prolongée et générale, même si cette crise tarde à se traduire en tensions sociales et, à plus forte raison, politiques, le Parti a engagé et engage aujourd'hui ses militants à « représenter dans le présent l'avenir du mouvement » même dans l'activité revendicative humble, obscure, épuisante. Cet avenir, il s'agit de le préparer, et on ne peut le faire que si, entre autres choses, on établit avec la classe — fût-ce avec une couche mince et même très mince de son avant-garde — des liens reposant non seulement sur la propagande de ce que la reprise de classe exige comme conditions minimales, mais aussi sur la preuve que le Parti sait être prêt à se battre pour que ces conditions minimales se réalisent ; sur la preuve tangible que les seuls à défendre dans les faits la classe ouvrière contre un ennemi qui doit recevoir de tout autres coups pour cesser une fois pour toutes d'opprimer le prolétariat — ce sont les révolutionnaires, c'est-à-dire les antigradualistes, les antiréformistes, les anti-minimalistes.

L'erreur dans laquelle on tombe souvent — et nous reviendrons sur ce point dans d'autres articles —, c'est d'attendre de cette lutte nécessaire ce qu'elle ne peut pas donner, c'est-à-dire un renversement de situation, un accroissement spec-

taculaire des rangs du parti, la conquête de larges couches prolétaires au communisme. L'erreur c'est de croire que peut-être on « en fait trop » par rapport au peu de résultats obtenus sur le plan de la lutte de classe indépendante et sur le plan, dialectiquement lié au précédent, du renforcement de son organe politique — ce qui est une autre façon, certes involontaire, de prendre comme instrument de mesure la balance du boutiquier — du comptable. Aux yeux des phylaxiens de 1848, ce pour quoi se battaient les révolutionnaires c'était « l'impossible communisme ». Aujourd'hui, ce qui peut paraître « impossible », c'est la lutte de classe elle-même. Est-ce une raison pour tomber au niveau abject des épiciers de 1848 (et de toujours) ?

Ce que la crise internationale ouvre, ce n'est pas une perspective de révolution, mais de préparation révolutionnaire ardue et constante en vue d'une reprise de la lutte de classe. Cette préparation implique d'élargir progressivement par le canal d'une lutte modeste mais indispensable le cercle des prolétaires qui connaissent le Parti, qui éprouvent une sympathie non superficielle pour les positions qu'il défend au cœur même des luttes économiques, qui connaissent son programme. Elle implique de créer autour du Parti, organe fermé par définition, l'anneau concentrique et, par définition, ouvert de son influence dans la classe, et donc de l'intégration des poussées élémentaires de celle-ci dans un mouvement ayant des buts uniques et des méthodes de lutte homogènes. Cette préparation est un entraînement sur une petite échelle des militants pour les tâches d'une portée bien plus grande qui les attendent demain et c'est dans cette perspective qu'elle doit et peut être appréciée. Est-il trop tôt pour recueillir aujourd'hui le fruit de conquêtes aussi grandes ? Certes. Mais est-il trop tôt pour en jeter les bases, en regardant au-delà de l'horizon étroit d'ici et de maintenant ? La réponse ne peut être que celle-ci : il n'est jamais trop tôt ! Et ce qu'il faut bien comprendre c'est qu'il pourrait, mais qu'il ne doit pas, être trop tard !

Solidarité contre la répression

54 personnes ont à ce jour été inculpées pour « participation à une entreprise de démolition de l'armée » 8 sont encore détenus. Sans parler des dizaines de soldats mis aux arrêts.

Nous appelons militants, sympathisants et lecteurs à faire valoir partout l'exigence de la SOLIDARITE DE CLASSE INCONDITIONNELLE contre la répression bourgeoise, particulièrement dans les syndicats, étant donné la position ignoble des directions confédérales.

Il est indispensable d'exiger la libération immédiate de tous les détenus, la levée de toutes les inculpations, l'arrêt de toutes les poursuites, l'arrêt des sanctions contre les soldats. Nous appelons les camarades à intervenir dans toutes les organisations qui se proposent d'atteindre ces objectifs, et notamment les divers comités de défense, pour combattre les appels à la démocratie en général des libéraux et philanthropes en quête de publicité qui ne peuvent que stériliser la lutte et la dévoyer, et pour démontrer qu'elle doit se porter sur un terrain où la classe ouvrière puisse se reconnaître.

Nous appelons également tous les camarades à intervenir partout où cela est possible pour démontrer que la solidarité avec la lutte des soldats et avec les victimes de la répression bourgeoise ne peut prendre toute sa force que sur le terrain de l'ANTIMILITARISME DE CLASSE, et en liaison avec la lutte contre l'opportunisme chauvin.

AVIS AUX LECTEURS ET SYMPATHISANTS

La répression dont nous sommes l'objet rend notre travail plus difficile. Plus que jamais, nous avons besoin de la sympathie agissante de nos lecteurs et sympathisants. Nous leur rappelons qu'ils peuvent nous aider :

- en contribuant financièrement à la presse du Parti par des abonnements de soutien, des souscriptions régulières, et des souscriptions exceptionnelles.
- en diffusant notre presse autour d'eux. Pour cela, nous pouvons sur simple demande, et pour le prix d'un abonnement ordinaire, leur faire parvenir un abonnement multiple (jusqu'à 10 ex. du « Prolétaire », jusqu'à 3 ex. de « Programme communiste »), à charge pour eux de comptabiliser les ventes et de nous les régler tous les six mois.
- en diffusant nos tracts de caractère général, que nous pouvons leur faire parvenir régulièrement sur simple demande (jusqu'à 50 ex.).
- en nous signalant les librairies susceptibles d'accepter notre presse en dépôt, ainsi que les bibliothèques, foyers de travailleurs, foyers d'immigrés, etc., auxquels nous pouvons envoyer gratuitement « Le Prolétaire ».

Ces tâches sont le minimum sans lequel il ne peut y avoir de développement de la presse révolutionnaire. Nous engageons tous les camarades qui sympathisent avec notre combat à les remplir comme un devoir militant élémentaire.

Argentine

Une démocratie aux reins solides

La grotesque tentative d'un quartier de généraux de l'armée de l'air argentine, qui appelaient leurs pairs à détruire la démocratie bourgeoise et, surtout, les réactions politiques et militaires qu'elle suscita, constituent une précieuse source d'information qui confirme la nature et la fonction de la démocratie en général, et de la démocratie argentine en particulier (cf. *Le Prolétaire* n° 202).

Dans la représentation michéenne caractéristique non seulement des journaux petits bourgeois, mais encore de courants qui se disent ouvriers et même révolutionnaires, la « frêle démocratie » argentine, avec son « gouvernement populaire » plébiscité par la « volonté nationale » et son régime institutionnel respectueux des canons les plus classiques du parlementarisme, serait, et devrait être, soutenue par la volonté et l'action des masses, et elle serait continuellement guettée par la louche volonté des militaires, qui y verraient un danger pour les classes dominantes.

Une telle vision de la réalité politique dans ce pays cadrait déjà assez mal avec le fait que, une fois les forts mouvements sociaux de 1969 battus, ce fut l'armée elle-même qui, à la tête de l'Etat, planifia « à froid » le retour à la démocratie parlementaire. Elle a reçu un nouveau démenti lorsque, en face de la tentative de putsch du mois de décembre dernier, la démocratie bourgeoise a trouvé ses défenseurs, non pas dans la mobilisation des masses (qui n'a pas eu lieu), mais dans l'action combinée de l'armée de terre, de la marine de guerre et de la majeure partie de l'armée de l'air.

Les faits sont têtus, comme disait Lénine, et il faut se rendre à l'évi-

dence. Avec « l'institutionnalisation démocratique » et le retour du péronisme au gouvernement, la bourgeoisie dominante a concentré puissamment l'action de ses forces militaires et des organisations syndicales péronistes, sous les applaudissements de toute la galerie parlementaire, « forces progressistes et démocratiques » comprises.

Mais la violence blanche conjointe de la CGT et des AAA (composées de corps spéciaux des très officielles forces armées et des syndicats péronistes) n'a réussi à désarmer ni les groupes guérilleros ni la lutte ouvrière de résistance qui, bien au contraire, s'est accentuée au milieu d'une instabilité économique, sociale et politique croissante (voir *Le Prolétaire* n° 202).

Et l'accentuation des réactions prolétaires à répondu un pas en avant de la démocratie dans l'accomplissement de sa fonction spécifique, en s'appuyant précisément sur son bras armé.

L'armée de terre, la marine de guerre, l'armée de l'air et les corps de police ont concentré leurs coups contre la « guérilla », dont la définition embrasse aussi bien les actes de terrorisme que les grèves d'usine (dites « guérilla industrielle »). Comme le dit *La Nación* (éd. aérienne, 24-11-75) : « Il existe une planification sévère pour maîtriser et réprimer deux des trois phases de la guérilla : la phase rurale et la phase urbaine. Pour la troisième, celle des usines, on est en train d'étudier — comme les organismes de sécurité l'ont fait savoir — des mesures dont la mise en marche aura un rapport direct, surtout dans la banlieue industrielle de Buenos Aires, avec l'éclatement de conflits. »

Depuis des mois, les « Opérations antiguerilla » se multiplient et se généralisent, pour essayer de terroriser les masses travailleuses — comme c'est le cas à Villa Constitución avant, pendant et après la formidable grève du mois de mai. Et la démocratie argentine s'apprête à adopter la Loi de Défense, appuyée, sous une forme ou sous une autre, par le gouvernement, le parti péroniste et l'opposition parlementaire. Cette loi prévoit que des régions entières pourront être placées sous juridiction militaire, l'Armée ayant le pouvoir de décréter légalement la peine de mort pour « actions subversives ».

C'est ainsi que la violence blanche, qui visait principalement jusqu'ici les militants ouvriers et des organisations généralement appelées d'extrême gauche, tend à s'abattre de plus en plus sur les larges masses ouvrières.

Parce qu'il subit plus que d'autres les secousses et l'éclatement des formidables antagonismes de classe qui déchirent cette société d'exploitation, et que la démocratie est ainsi contrainte de laisser tomber les voiles d'hypocrisie et de mensonge qui couvrent les mailles de fer de la dictature bourgeoise, le fragile capitalisme argentin annonce le cours du capitalisme et de la démocratie à l'échelle internationale, un cours que la maturité du capitalisme développé accentuera dans ses traits saillants. Aujourd'hui l'Argentine donne un signal d'alarme pour le prolétariat mondial, prévient son avant-garde qui doit préparer les affrontements gigantesques de demain que la préparation de la révolution n'est possible que si on a rompu, aussi bien sur les principes, le programme et la tactique avec la démocratie et ses laquais opportunistes.

Dictature du prolétariat

(Suite de la page 1)

ne pourra plus se parer de la tradition théorique du marxisme vers laquelle seront nécessairement poussés les prolétaires qui se meuvent à l'avant-garde de la lutte et qui seront contraints de saisir cette arme pour fortifier leur lutte et ses organes. Voilà un fait indiscutablement positif.

*

Reniée par l'opportunisme déclaré, chauvin et impérialiste, la notion de dictature du prolétariat ne peut retrouver la place centrale que lui donnaient Marx et Lénine dans la théorie socialiste sans un combat contre les courants critiques à l'égard du stalinisme qui veulent tempérer la dictature par la démocratie. Incapables de comprendre le jeu des forces gigantesques de l'histoire et la profondeur de la contre-révolution stalinienne, ils vont chercher la cause de la faillite de l'Internationale dans un excès de dictature et sont d'autant plus dangereux qu'ils osent se réclamer de Lénine pour revendiquer le caractère démocratique qu'ils prétendent imprimer à la dictature du prolétariat.

Il est absolument certain que si l'on entend par « démocratie » la participation des larges masses à la gestion de l'Etat, Lénine pouvait dire à bon droit que la dictature du prolétariat réalise la plus large démocratie parce qu'elle tend, par ses organes représentatifs, les soviets, à entraîner les larges masses au travail militaire et administratif, réalisant en même temps la tendance à surmonter la séparation entre la machine de l'Etat et la population, c'est-à-dire à aller vers l'extinction de l'Etat — et donc de toute démocratie.

On pouvait aussi dire que la dictature du prolétariat est mille fois plus démocratique que la plus démocratique des démocraties bourgeoises en ce sens que la Commune et encore plus la révolution bolchévique prenaient pied sur un mouvement où les revendications démocratiques jouaient un rôle essentiel. On mesure la distance parcourue depuis cette époque dans le contenu réel donné par la lutte révolutionnaire au terme de démocratie quand on songe qu'une des « revendications démocratiques » par excellence était l'armement du peuple !

Dans les pays hypercapitalistes, où l'Etat fait participer les couches supérieures du prolétariat à la gestion des intérêts bourgeois, où il existe une profusion d'organes représentatifs et participatifs dans lesquels et grâce auxquels l'Etat surveille le prolétariat sous couleur de démocratie, dans des pays où la plupart des revendications « démocratiques » sont juridiquement reconnues mais où elles sont vidées par la puissance économique et sociale de la bourgeoisie de tout contenu réel, la démocratie a perdu depuis longtemps tout sens subversif et même progressif pour devenir un mensonge pur et simple et une barrière de défense de l'ordre établi, et dans le meilleur des cas une illusoire règle constitutionnelle.

Or jamais Marx ni Lénine n'ont vu dans ce qu'ils reconnaissent comme la démocratie de la Commune de Paris ou la révolution russe une recette constitutionnelle quelconque. Jamais ils n'y ont vu une forme indépendante des objectifs de la lutte d'une classe qui ne doit justement s'arrêter à aucune forme, mais doit se donner la force de vaincre. Lénine et Trotsky ont dû combattre ceux qui glorifiaient dans la Commune de Paris le respect d'un démocratisme derrière lesquels les démocrates bavards cachaient leur manque de volonté, leur absence de décision, un respect dont ils attendaient en réalité le pardon de leurs mesures révolutionnaires par l'opinion publique bourgeoise et l'excuse de leur manque de radicalisme devant les critiques et l'impatience du prolétariat. N'ont-ils pas, après Marx et Engels, tiré comme leçon, que ce qui manquait précisément à la

détermination, la capacité d'utiliser l'arme de la dictature sans être gêné par aucun formalisme ?

Qui se prétend marxiste doit en effet reconnaître que la dictature du prolétariat est justement une dictature, c'est-à-dire « un pouvoir qui n'est lié par aucune loi ». La dictature de la bourgeoisie, elle, peut être ouverte ou masquée, ouvertement terroriste ou démocratiquement persuasive, selon les périodes, bien que l'impérialisme tende à concilier et à entremêler de plus en plus les deux formes. Cette alternance de méthodes est due au fait que la bourgeoisie détient la puissance économique et peut se permettre en temps normal — si on peut dire, car toute période n'est pas révolutionnaire — de n'avoir pas recours systématiquement aux formes extérieures de la violence ouverte si elle obtient un consensus social auquel elle travaille par le réformisme social et avec l'aide de ses agents dans la classe ouvrière. Mais qui ne peut voir qu'à la moindre fausse note dans cette harmonie, la dictature bourgeoise montre alors son vrai visage ? Et qu'est-ce que le pouvoir du prolétariat sinon un pouvoir dans une période où la lutte des classes est poussée à son paroxysme, où l'ennemi garde encore une énorme puissance économique, des liens internationaux puissants, où il peut s'appuyer sur la force de l'habitude dans les larges couches de la population, etc., et où la terreur devient une exigence quotidienne de gouvernement ? La dictature du prolétariat est justement une dictature révolutionnaire, nécessairement ouverte.

L'alternative : dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat n'est pas seulement exacte du point de vue scientifique. N'en déplaise à ceux qui jettent la confusion en prétendant qu'il ne faut pas insister sur la notion de dictature « pour des raisons pédagogiques », cette alternative prend en période révolutionnaire un sens éminemment concret et palpable qui lui vient de la meilleure pédagogie qui soit, celle de la dure réalité des faits.

Le prolétariat, qui puise son assurance et sa détermination dans la grandeur de la tâche de libération de l'humanité des conflits de classe et de toutes les oppressions, qui est liée à sa propre émancipation, n'a besoin d'aucune fiction juridique. Il fait voler en éclats les règles illusives de la démocratie en général et prive les autres classes de tout droit politique dans ses organes de domination politique, les conseils territoriaux, les soviets qui ne sont pas des endroits à parloter et où l'on a des comptes à rendre à la démocratie formelle — fût-elle ouvrière — mais des organes de travail révolutionnaire, d'entraînement des masses aux tâches révolutionnaires de défense de la révolution et de transformation de la société, des organes qui se sont déjà rendus capables de vaincre en se donnant cette « unité de volonté [...], de tendance et d'action » dont parlait Trotsky, une unité qui seule peut venir de l'influence prépondérante de la direction du parti communiste sur les organes de l'insurrection et du pouvoir — qui peuvent ne pas être les mêmes — parallèlement à l'élimination de l'influence de tous les autres partis, dans toutes les phases qui précèdent l'insurrection.

La garantie de la victoire révolutionnaire, les communistes la trouvent non pas dans le respect de règles constitutionnelles, mais dans le parti qui seul peut cimenter les énergies prolétariennes en une force unique, capable de discipline, d'organisation, d'audace révolutionnaire, une force pour la constitution de laquelle le démocratisme a toujours été combattu comme un dissolvant et un poison dangereux. Tous ceux qui mettent en avant dans la dictature du prolétariat de prétendues règles idéales de fonctionnement, au lieu d'insister sur la nécessité de mesures dictatoriales, terroristes, autoritaires, audacieuses et... anti-démocratiques par excellence, ceux-là font de la dictature une phrase creuse, et tôt ou tard, comme les Kautsky d'hier et les Marchais d'aujourd'hui, ils devront la renier ouvertement.

Pour l'unité des exploités du Maghreb !

(suite de la page 1)

res comme, en France, l'AMF adhérent à la thèse chauvine selon laquelle les sahraouis feraient partie intégrante du Maroc. Mais comment des peuples nomades qui ne connaissent aucune frontière pourraient-ils faire partie d'une nation ? Le seul argument que l'on est capable de fournir pour étayer cette théorie inconsistante, c'est que des émirs et des chieufs sahraouis auraient fait allégeance à la couronne alaouite ; mais avec de tels arguments on pourrait aussi justifier le rattachement à Madrid, non seulement de Lisbonne mais même de Naples et de Messine !

Un autre argument servi par la couronne et repris sans aucune critique par l'opposition, y compris « ouvrière », c'est que le Sahara seul ne peut constituer un Etat suffisamment fort et qu'il serait forcément la proie de l'impérialisme.

Peut-on justifier aussi cyniquement l'annexion marocaine en prétendant cacher que l'impérialisme c'est en l'occurrence Paris et Washington, et que ce sont précisément ces brigands qui supervisent l'acte de piraterie maroco-mauritanien ? Mais il y a pire : l'annexion marocaine renforce en réalité l'impérialisme français dans la région ; en effet, non seulement celui-ci est le principal fournisseur d'armes et d'instructeurs mais encore il va avoir un poids plus grand dans le pillage des richesses minières de la région ; enfin, et surtout, il peut seul garantir à la Mauritanie — garantie qui seule peut expliquer que cette dernière ait rompu ses bonnes relations avec l'Algérie — qu'elle ne sera pas mangée par le Maroc, qui revendique son territoire, du moment que ce dernier a

une frontière commune avec elle, et qui n'a d'ailleurs pas hésité déjà à occuper militairement une partie de la zone revenant à Nouakchott dans le partage. Quant au brigand marocain, il n'a pas de leçons d'impérialisme à recevoir : sur la lancée du succès, l'Istiqlal agit tout haut la revendication du grand Maroc de Ceuta au fleuve Sénégal en passant par Tindouf, où les nomades ont passé et repassé les frontières pour eux inconnues sans savoir qu'un jour on se battrait en leur nom ou contre eux pour s'emparer des richesses qu'ils avaient sous les pieds de leurs chameaux, ce même Tindouf où, il y a douze déjà tenté de régler leurs problèmes intérieurs en marchant sur les ans, Hassan et Ben Bella allaient révolutionnaires.

Peut-on sérieusement penser, si l'on se place du point de vue de l'union des exploités du Maghreb, qu'on peut justifier du côté marocain les violences commises contre le peuple sahraoui, qui attendait les troupes de Hassan avec tellement d'enthousiasme qu'il a fui à leur approche et a déserté les villes où le sinistre Dlimi fait régner la terreur ?

Les partis d'opposition au Maroc ont dans cette épreuve démontré une fois de plus leur incapacité congénitale à lutter contre la monarchie alaouite, une monarchie qui se maintient au prix de massacres incessants d'ouvriers, de paysans et d'étudiants, qui élève l'assassinat politique à la hauteur d'une formule de gouvernement ; un régime qui repose sur une armée pléthorique de 100.000 hommes pour assurer les bases toujours plus larges d'une corruption inouïe et conserver un servage antédiluvien et des formes négrières d'exploitation capitaliste. Cette armée, secouée

La fusillade de Porto, au seuil de la nouvelle année, a une valeur symbolique sous plusieurs aspects. Tout d'abord ses morts et blessés démontrent que le tournant du 25 novembre signifie la fin d'un an et demi de « tolérance » vis-à-vis de l'agitation sociale, et que le gouvernement est disposé désormais à maintenir l'Ordre et se sent capable de le faire même au risque de ternir les couleurs « révolutionnaires », « fraternelles », voire « socialistes » du régime issu du 25 avril et de compromettre la fameuse « alliance peuple-MFA » sur laquelle il se basait. Ce serait faire preuve de l'aveuglement le plus total de croire que ce tournant représente une rupture dans le processus de la soi-disant « Révolution Portugaise », la prise en mains du gouvernement de l'Etat par un groupe qui aurait pour but de la liquider. En réalité, de même que le 25 avril n'a pas signifié une solution de continuité par rapport au salazarisme, dans la mesure où l'Etat, même s'il a changé de forme, n'a pas été brisé, a été conservé tel quel en son essence ; de même — et à plus forte raison — le 25 novembre, malgré ses fusillades, ses arrestations, ses concessions à la « droite », ne sort nullement de cette ligne historique qui, dans ses zigzags et arabesques, lie, justement à travers la continuité de la machine étatique, le salazarisme à nos jours.

Et nous en venons ainsi à un deuxième aspect. Ce sont les balles de la GNR, héritée intacte du salazarisme, qui ont fait les victimes de Porto : qui mieux que la GNR symbolise cette continuité de fait dont nous parlions ? Une continuité que n'ont ni voulu ni pu voir tous ceux qui se sont laissés enivrer par l'arôme des œillets du 25 avril, ceux qui ont cru naïvement au verbiage révolutionnaire des tenors du MFA et qui se sont jetés dans les bras de l'Armée, quand ce qu'il fallait, au contraire, c'est travailler en vue de sa destruction, sans laquelle il n'y a pas de révolution, même si celle-ci est encore éloignée.

Les faits de Porto sont significatifs aussi sous ce dernier as-

pect. La cause majeure de la paralysie du mouvement ouvrier, de son incapacité d'agir de façon autonome par rapport à l'Etat bourgeois et à ses organes, en s'interdisant par là toute possibilité de réaction devant ce qui est plus une reprise en main de la situation politique et sociale par l'Etat qu'une offensive en bonne et due forme, a été justement le fait qu'il s'est laissé bernier par le coup de théâtre du 25 avril, en s'embarquant dans la galère pourrie de « l'alliance peuple-MFA ». C'est hélas cette même illusion fatale qui animait les manifestants de Porto, aussi bien que ceux qui se sont regroupés devant la tristement célèbre prison de Caxias, près de Lisbonne. Car n'alternent-ils pas les couplets de l'Internationale et ceux de *Grandola, vila morena*, « l'hymne » du 25 avril ? N'attendaient-ils pas, à Porto, le message du capitaine Paulino, des paras de Tancos, et, à Caxias que la voix du major Dinis de Almeida rompit le silence qui s'était abattu sur la « Révolution Portugaise » ?

*

D'autre part, les faits de Porto ont donné l'occasion aux partis opportunistes de prendre une énième fois fait et cause pour la conservation sociale, en condamnant toute action contre l'ordre établi comme étant une provocation des forces réactionnaires en vue d'instaurer une dictature de droite. Le PCP va même jusqu'à stigmatiser toute action « dirigée contre les forces militaires et militarisées » (*Le Monde*, 6-1-76), (parmi ces dernières se range notamment la GNR...), et sonne le cor pour une véritable « chasse aux gauchistes », c'est-à-dire contre tous ceux qui osent se rebeller même en vue d'une défense élémentaire de classe.

Le sang de ceux qui sont tombés à Porto ne pourra être vengé que si les révolutionnaires portugais œuvrent en vue d'arracher le mouvement ouvrier à l'influence des mensonges paralysants de la fausse « révolution des œillets » pour qu'il se constitue indépendamment et contre l'Etat et son dernier rempart, les Forces Armées, même si — ou plutôt, surtout si — leur corps d'officiers se teint de « progressisme » et de « révolutionnarisme ». Il faut, pour cela, qu'ils coupent les ponts avec les partis opportunistes et tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, essayent de rattacher le prolétariat à ces partis irrémédiablement contre-révolutionnaires.

permanences du parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 8 février de 10 h à 12 h, café-bar Europarty, salle du fond (demander Editions Programme), Waayenberg 48, quartier Léopold (près de la place Blyckaerts).

EN FRANCE

• A Lille : les dimanches 1er et 15 février de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Marseille : les samedis 31 janvier et 14 février de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

• A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

*

(La suite de cet article sera consacré à la réfutation des justifications algériennes à la mobilisation chauvine.)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926